

Chapitre 5 : Qui crée des richesses et comment les partager ?

Présentation du chapitre : Produire est une activité centrale de tout système économique. La création de richesses est au cœur des interrogations sur la croissance. Mais qui sont les acteurs à l'origine de l'activité de production ? Les entreprises sont-elles les seules à produire ? Le PIB, qui mesure la valeur annuelle des richesses produites sur un territoire, est-il un bon indicateur ? Et qui sont les principaux bénéficiaires de ces richesses ? Comment a évolué son partage au niveau macroéconomique ?

I) Qui crée des richesses ?

Activité 1 : La diversité des organisations productives et la distinction production marchande / non marchande

II) Le PIB mesure-t-il correctement les richesses produites ?

Activité 2 : La mesure de la production d'un pays

Activité 3 : Les limites du PIB en tant qu'instrument de mesure de la production

III) Comment a évolué le partage de la richesse mesurée par le PIB ?

Activité 4 : Salaires / Profits : comment s'effectue le partage de la valeur ajoutée ?

Activité 5 : Les enjeux du partage de la valeur ajoutée – L'exemple de l'augmentation du SMIC

Notions du programme officiel mobilisées : Production marchande et non marchande, facteurs de production, coûts de production, entreprise, valeur ajoutée, salaire, profit, revenus de transfert, prélèvements obligatoires

A savoir : Les secteurs institutionnels de la comptabilité nationale

La comptabilité nationale regroupe les différents acteurs de l'économie dans les grandes catégories appelées secteurs institutionnels caractérisés ainsi :













SECTEUR INSTITUTIONNEL	FONCTIONS PRINCIPALES	RESSOURCES PRINCIPALES
Ménages et entreprises individuelles	- Consommer - En tant qu'entrepreneurs individuels, produire des biens et des services marchands non financiers	- Rémunération du travail - Transferts effectués par les autres secteurs - Produits de la vente
Sociétés non financières (SNF)	- Produire des biens et des services marchands non financiers	- Bénéfices tirés de la vente des biens et services
Administrations publiques (APU)	- Produire des services non marchands destinés à la collectivité - Effectuer des opérations de redistribution, du revenu et des richesses nationales	- Prélèvements obligatoires effectués sur les autres secteurs (impôts, taxes, cotisations)
Sociétés financières (SF)	- Financer, c'est-à-dire collecter, transformer et répartir des disponibilités financières - Assurer, c'est-à-dire garantir un paiement en cas de réalisation d'un risque	- Fonds provenant des engagements financiers contractés (primes, intérêts)
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	Produire des services non marchands réservés à des groupes particuliers de ménages	- Contributions volontaires effectuées par les ménages - Subventions
Reste du monde (RDM)	Ce secteur n'a pas de cohérence et permet simplement d'enregistrer les opérations des unités résidentes avec les unités non résidente.	

Activité 1 - Qui produit dans le domaine de la santé ?

Objectifs

- mettre en évidence la diversité des organisations productives
- distinguer production marchande et non marchande

Tableau 1 : Quelques organisations productives dans le secteur de la santé

	<p>http://www.medecinsdumonde.org</p>	
	<p>http://www.mgen.fr</p>	
	<p>Plus de 20 000 officines en France</p>	
	<p>http://www.necker.fr/</p>	
	<p>http://www.dondusang.net</p>	
<p>129.721 médecins libéraux en France en 2011</p> 	<p>Médecins suivant le statut et la spécialité en 2011 (INSEE)</p>	

Travail à faire

✎1- Complétez le tableau ci-dessous :

	Biens ou Services produits	Produits marchands ou non marchands ?	Ressources principales de l'organisation	Propriétaire principal de l'organisation : public ou privé ?	Buts de l'organisation (lucratif ou non lucratif ?)
Médecins du Monde					
MGEN					
Pharmacie					
Hôpital					
Établissement Français du sang					
Médecins libéraux (« de ville »)					

✎2- Montrez comment les 2 premiers visuels (logo et/ou Images) de médecins du Monde et de la mutuelle MGEN illustrent le fait qu'elles n'ont pas comme objectif principal la recherche du profit.

✎3- Placez les exemples vus auparavant dans le tableau suivant :

	Secteur Marchand	Secteur non marchand
A but lucratif		
A but non lucratif		

✎4- En choisissant un autre secteur d'activité que celui de la santé (automobile, vêtements...), retrouverait-on une même proportion d'organisations à but non lucratif ? Justifiez.

✎5- Donnez des exemples où ce sont des ménages qui produisent des soins de santé, pour eux-mêmes ou pour les autres.

Activité 2 – Comment mesurer la production d'un pays ?

Objectif : Présenter les notions de valeur ajoutée et de PIB et leur mode de calcul

Document 1 – Mesurer l'activité économique, une préoccupation des pouvoirs publics

L'émergence de la Comptabilité Nationale accompagne celle de la macroéconomie. Les deux sont filles de la grande crise de 1929 de la seconde Guerre mondiale (...). La crise de 1929 va être décisive en mettant au premier plan les déséquilibres et le chômage de masse et en faisant douter des mécanismes de rééquilibrage automatique par le marché. La macroéconomie naît véritablement alors avec la *Théorie générale* de Keynes (...). Elle constitue la base théorique qui rend nécessaire le calcul des agrégats économiques interdépendants (...). Le rôle de l'Etat s'étend, bien au-delà des classiques fonctions régaliennes (administration générale, défense, police, justice). Les dépenses et les recettes publiques, en fort accroissement, deviennent des éléments essentiels de détermination du niveau de l'activité. La naissance de la Comptabilité Nationale est ainsi historiquement étroitement liée à la crise, à la macroéconomie keynésienne et à l'extension du rôle de l'Etat, celui-ci étant renforcé par la guerre puis dans l'après-guerre par les politiques de reconstruction, de croissance et de protection sociale.

André Vanoli, *Une histoire de la Comptabilité Nationale*, La Découverte, 2002.

✎ 1- Expliquez dans quel(s) contexte(s) se développe la comptabilité nationale ?

✎ 2- Quels sont ses objectifs ?

✎ 3 – Exercice 1 : Mesurer la production d'un pays

Dans un pays il n'y a que trois entreprises, une épicerie, une coopérative agricole et un producteur de plats cuisinés (Cuis't'O).

La coopérative produit des aliments (légumes, fruits, viande) pour une valeur de 50 000 €. Elle fabrique elle-même tout ce qui lui est nécessaire (semences, engrais, nourriture des animaux, etc.), ce qui fait qu'elle n'a pas de consommations intermédiaires.

Cuis't'O achète les légumes, les fruits et la viande à la coopérative agricole, produit des plats cuisinés et vend à l'épicerie ses plats cuisinés (20 000 plats à 7,50 euros chaque).

L'épicerie vend ses produits à ses clients au prix de 10 euros l'unité.

Vous reporterez vos résultats dans le tableau de synthèse

✎ a- Calculez la valeur de la production (chiffre d'affaires) de chacune des trois entreprises.

✎ b- Pourquoi ne peut-on pas dire que la valeur de la production du pays est égale au total des productions des trois entreprises, soit 400.000 euros ?

✎ c- On appelle **valeur ajoutée** la mesure de la production « propre » d'une unité de production. Elle se mesure en retranchant de la valeur de la production réalisée celle des consommations intermédiaires. Calculez la valeur ajoutée (VA) des trois entreprises.

✎ d- Le Produit intérieur brut (PIB) d'un pays se calcule en additionnant les valeurs ajoutées des unités de production situées sur le territoire économique. Calculez-le dans cet exemple.

✎ e- Complétez le tableau :

Unités de production	Chiffres d'affaires	Consommations intermédiaires	Valeur ajoutée
Coopérative			
Cuis't'o			
Épicerie			
			PIB

✎ 4- Exercice 2

La valeur de la production d'un boulanger est de 1000 €, mais il a utilisé 100 € de farine et 50 € de produits divers (électricité, loyer, etc.) pour produire le pain vendu. Autrement dit, à € de consommations intermédiaires, il a *ajouté* par son travail et l'utilisation de ses machines une *valeur* de€. Laest cette valeur nouvelle créée au cours du processus de production. On la mesure par l'excédent de la valeur des biens et services produits sur la valeur des consommations intermédiaires utilisées pour les produire. Attention ! Les salaires ne font pas partie des consommations intermédiaires.

Jean-Paul Piriou, « Valeur ajoutée », in *Lexique de sciences économiques et sociales*, La Découverte, 2004

✎ a- Complétez le document

Activité 3 – Quelles sont les limites du PIB comme instrument de mesure de la production ?

Objectifs

- Comprendre quelques limites du PIB en tant qu'indicateur de mesure de la production
- Comprendre le caractère conventionnel de la construction d'un indicateur comme le PIB

Document 1 – Le problème de la mesure de la valeur ajoutée des administrations publiques

Les estimations actuelles des services ne sont pas satisfaisantes, notamment en ce qui concerne les services publics comme la santé et l'éducation. Les estimations du prix courant de biens et services correspondant, pour une même dépense, à une population en meilleure santé ou plus instruite ne sont guère disponibles. [...] C'est pourquoi les statisticiens s'en remettent d'ordinaire au prix des facteurs de production comme le revenu des médecins, infirmiers et enseignants. Cela dit, entre autres complications, cette méthodologie ignore l'amélioration de la qualité des services publics, une faiblesse d'autant plus problématique vu leur poids substantiel dans le PIB (18 % en France et 19,6 % en Allemagne en 2009), et leur accroissement régulier dans les économies contemporaines. Surtout, ces difficultés empêchent d'élaborer des

comparaisons internationales. Si par exemple, un pays a opté pour la fourniture de la plupart de ses services de santé via le secteur public, et si ceux-ci sont sous-estimés par la méthode d'évaluation susmentionnée, ce pays semblera moins riche qu'un autre dont les mêmes services sont fournis par le secteur privé et évalués à leur prix courant.

Source : Rapport du Conseil d'analyse économique et du Conseil allemand des experts en économie, « Évaluer la performance économique, le bien-être et la soutenabilité », 31/12/2010

- ✎1- Comment mesurer la valeur d'un cours de SES au lycée (service non marchand) ?
- ✎2- Quelles sont les limites de la méthodologie retenue par la comptabilité nationale pour évaluer la valeur des services non marchands ?
- ✎3- Pourquoi les comparaisons internationales de PIB sont-elles difficiles ?

Doc 2 - Le PIB enregistre-t-il toute activité de production ?



Femmes nettoyant les sols chez elles



Femmes de chambre préparant un lit



Jeune femme en service civique auprès d'une personne âgée



Médecin et aide soignante auprès d'une personne âgée en maison de retraite

- ✎4- Distinguez les 4 activités représentées en 2 groupes. Énoncez votre critère de distinction.
- ✎5- En rappelant l'origine de la comptabilité nationale, expliquez pourquoi les situations 1 et 3 ne sont-elles pas enregistrées comme production donc non comptabilisée dans le PIB ?
- ✎6- Les activités bénévoles devraient-elles être incluses dans le PIB ?

Document 3 – La difficile prise en compte des activités illégales

Les estimations officielles du PIB ont également tendance à omettre des pans importants de l'économie souterraine. Par exemple, les transactions comme le trafic illégal de stupéfiants ne sont pas comptabilisées, ce qui débouche sur un PIB sous-estimé. Apparemment, toutes les tentatives d'incorporer les chiffres de l'économie informelle, qui, d'une manière ou d'une autre, ont dû se fonder sur des estimations indirectes, ont engendré des révisions appréciables du PIB officiel. La Colombie est un exemple extrême puisqu'elle a révisé son PIB à la hausse de 16,5 % en 1994, en raison principalement de l'incorporation de la production estimée de cultures illégales. Cela illustre comment le fait d'ignorer de tels facteurs peut fausser les comparaisons internationales de performance économique. Et pourtant, les problèmes de mesure étant par nature considérables, il convient d'interpréter avec grande prudence les chiffres du PIB corrigés des activités illégales comme l'économie de la drogue.

Rapport du Conseil d'analyse économique et du Conseil allemand des experts en économie, « Évaluer la performance économique, le bien-être et la soutenabilité », 31/12/2010

- ✎7- Qu'est-ce que l' « économie souterraine » ? Donnez un autre exemple que celui du texte.
- ✎8- Pourquoi est-elle difficile à comptabiliser ?
- ✎9- Explicitez la phrase soulignée.

Document 4 – Le problème du capital naturel

La destruction organisée de la forêt amazonienne est une activité qui fait progresser le PIB mondial. Nulle part, on ne compte la perte du patrimoine naturel qui en résulte, ni ses conséquences diverses sur le climat, la biodiversité, le long terme et les besoins des générations futures. Le PIB ne compte pas les pertes de patrimoine naturel, mais il compte positivement sa destruction organisée. De même une entreprise qui pollue une rivière pour assurer sa propre croissance économique et contribuer ainsi au PIB occasionne des dégâts qui (...) ne sont pas considérés en tant que tels dans les comptes de la richesse économique.

Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, "Les nouveaux indicateurs de richesse", Repères, édition La Découverte – 2005

- ✎10- Expliquez la phrase soulignée.
- ✎11- Donnez un autre exemple d'activité économique se traduisant par une destruction de capital naturel qui ne soit pas prise en compte par le PIB.
- ✎12- Comment la comptabilité nationale pourrait-elle mesurer la destruction du patrimoine naturel engendré par les activités économiques ?
- ✎13- Cochez et justifiez.

Lorsqu'un homme épouse sa femme de ménage, le PIB baisse. Vrai Faux

->

Un accident de voiture accroît le PIB. Vrai Faux

->

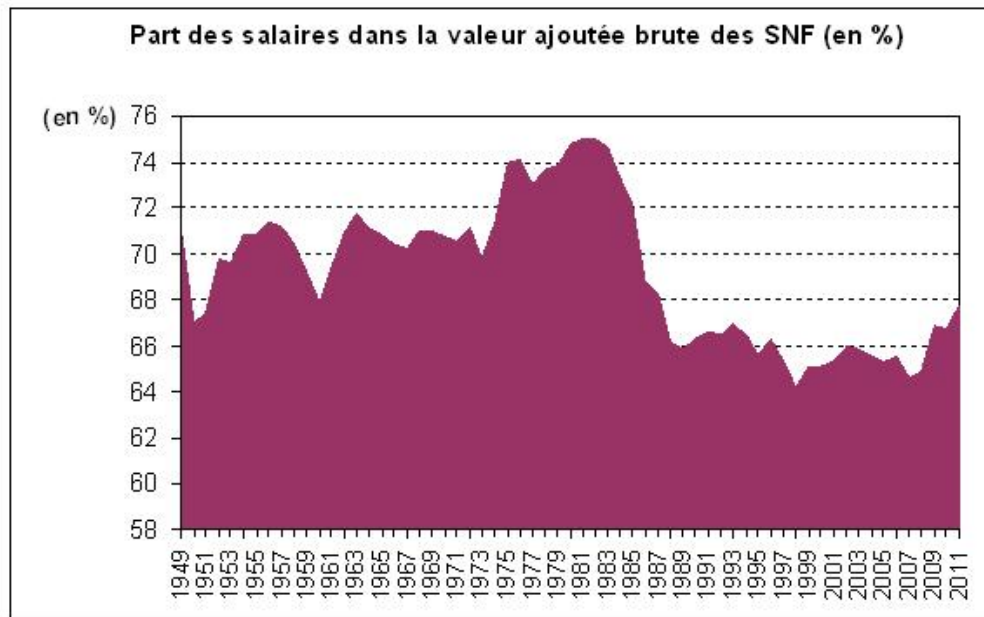
La pollution d'une rivière par une usine fait baisser le PIB. Vrai Faux

->

Activité 4 : Salaires / Profits : quelle évolution du partage des richesses au niveau national ?

Objectifs : - déterminer comment s'effectue le partage de la valeur ajoutée en France - analyser son évolution

Document 1 - L'évolution du partage de la Valeur Ajoutée en France depuis 1949



Source : d'après INSEE, [comptes nationaux](#)

- 1- Rédigez une phrase indiquant la signification de la donnée pour 2011.
- 2- Déterminez plusieurs périodes dans l'histoire du partage de la valeur ajoutée (périodisez). Caractérissez chacune de ces périodes.

Document 2 - La répartition du revenu national

Le partage de la richesse nationale s'est profondément modifié depuis 1970. La valeur ajoutée des entreprises se partagent en rémunération des salariés, impôts sur la production (qui reviennent à l'Etat) et excédent brut d'exploitation (profits des entreprises). De 1973 à 1982, la part des salaires dans la VA s'est accrue. Les salaires étaient à l'époque protégés de la hausse des prix (par une indexation des salaires à l'inflation) et la puissance des syndicats était suffisante pour assurer une progression des revenus malgré le ralentissement de la croissance économique à partir du milieu des années 1970. La part des profits des entreprises a été sensiblement comprimée durant cette décennie, ce qui a entraîné un repli des investissements. A partir de 1983, le partage de la VA s'est infléchi en faveur des profits et au détriment des salaires. Le gouvernement s'était alors fixé de stopper la dégradation du commerce extérieur (et, pour cela, de brider la consommation des ménages), de ralentir la hausse des prix (qui s'était accélérée) et de redresser l'investissement. Les salaires ont été désindexés des prix, de manière à en ralentir la progression, et les hausses de cotisations nécessaires à équilibrer le budget de la Sécurité sociale ont été essentiellement supportées par les ménages, et non plus par les entreprises. La part des salaires dans la valeur ajoutée a fléchi jusqu'en 1989. Françoise Milewski, « La répartition du revenu national : une histoire conflictuelle », L'Etat de la France 2004, La Découverte.

3. Retrouve-t-on les périodes observées dans le document 1 ?
4. Si l'indexation des salaires aux prix signifie le rattrapage automatique des salaires lorsque les prix augmentent, indiquez à quoi sert cette dernière ?
5. Quels sont les facteurs qui expliquent que le partage de la valeur ajoutée s'est effectué en faveur des salariés jusqu'en 1983 puis en faveur des entreprises à partir de cette même date ?
6. Complétez :

	Part profit haute	Part salaire haute
Avantage		
Risque		

Activité 5 - Les enjeux de l'augmentation du SMIC

Objectifs :

- S'interroger sur les enjeux contemporains autour du partage de la valeur ajoutée
- Travailler sur l'argumentation

A savoir Le SMIC (Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance) correspond à un salaire horaire en dessous duquel, légalement, aucun salarié de plus de 18 ans ne doit être rémunéré. La revalorisation annuelle du Smic obéit à des règles inscrites dans la loi :

- Une revalorisation automatique : Chaque année, le SMIC est revalorisé au minimum de l'inflation constatée l'année précédente plus 50% de l'augmentation du pouvoir d'achat du salaire horaire de base ouvrier.

- La possibilité d'un coup de pouce : Le gouvernement peut y ajouter un "coup de pouce", à l'instar de celui qui a eu lieu le 1^{er} juillet 2012. Le taux horaire du SMIC a en effet été revalorisé de 2 % à cette date. Cette augmentation se décompose ainsi : 1,4 % au titre de la revalorisation automatique et 0,6 % au titre d'un « coup de pouce » supplémentaire. Cette revalorisation du SMIC n'a pas été sans soulever des débats, interrogations... Les documents suivants permettent de souligner quelques points de vue sur le sujet.

Pour davantage de détails sur le SMIC (A qui s'applique-t-il ? Quelles sont les règles de revalorisation ?...) on pourra consulter la fiche sur le site du Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social

Document 1 - Evolution du SMIC depuis 2005

Année*	Smic horaire brut en €	Smic mensuel brut en € pour 151,67h de travail (soit 35H par semaine)
2012 (29/06/2012)	9,40	1 425,67
2012 (23/12/2011)	9,22	1 398,37
2011 (30/11/2011)	9,19	1 393,82
2011 (17/12/2010)	9,00	1 365,00
2010 (17/12/2009)	8,86	1 343,77
2009 (26/06/2009)	8,82	1 337,70
2008 (28/06/2008)	8,71	1 321,02
2008 (29/04/2008)	8,63	1 308,88
2007 (29/06/2007)	8,44	1 280,07
2006 (30/06/2006)	8,27	1 254,28
2005 (30/06/2005)	8,03	1 217,88

* : Date de parution au journal officiel

Source : d'après www.insee.fr

Document 2 - Une vraie hausse du Smic serait à la portée des entreprises

Contestée par le patronat au nom du coût du travail, une augmentation du Smic représenterait un effort soutenable pour les entreprises. À condition de réorienter les ressources, aujourd'hui accaparées par le capital. Propositions.

Au secours, on nous assassine! À la seule évocation d'une hausse du Smic qui pourrait finalement, nous disait-on hier, plafonner à 2,4%, le cœur des libéraux s'est une fois de plus emballé. «Toute augmentation au-delà des critères objectifs (l'inflation – NDLR) ferait peser un risque majeur pour l'emploi», martelait Laurence Parisot, la patronne des patrons, sur France 2. Elle mettrait «en danger» des milliers de très petites entreprises et de PME, renchérit la CGPME. Le gouvernement lui-même a justifié la modestie du coup de pouce par le souci de la compétitivité des entreprises. Bref, s'il est difficile de contester ouvertement la légitimité d'une augmentation pour les quelque 2,5 millions d'hommes et de femmes qui doivent boucler le mois avec 1 100 euros, le réalisme économique de la mesure est mis en doute.

[...] Un coût du travail trop élevé serait la première cause du déficit de compétitivité. Un dogme dont la déclinaison concrète par les patrons et les gouvernements s'est traduite, rappelons-le, par une baisse de dix points de la part des salaires dans la valeur ajoutée depuis le début des années quatre-vingt. Tandis que, dans le même temps, la part de la richesse créée accaparée par les seuls dividendes versés aux actionnaires a été multipliée par cinq. Or, contrairement à la promesse faite, ce transfert de richesses du travail vers le capital, s'il a «profité aux détenteurs de capitaux», «n'a pas

servi au développement de l'investissement productif», souligne l'économiste de la CGT Nasser Mansouri-Guilani. Pour preuve, la désindustrialisation, avec, entre autres, ses effets négatifs sur les salaires: ceux-ci sont, en moyenne, de 20% plus élevés que dans les services. Pour Nasser Mansouri-Guilani, pas de doute: «ce n'est pas le coût salarial, mais le coût du capital, c'est-à-dire les prélèvements financiers, sous forme de charges d'intérêts ou de dividendes, qui pèse sur la santé des entreprises». Des charges écrasantes (elles représentaient, en 2010, 318 milliards d'euros, dont 210 milliards pour les dividendes, sur une valeur ajoutée totale de 973 milliards), mais qui restent systématiquement taboues dans le discours des Parisot et Cie.

Dès lors, une hausse sensible du Smic, à 1700 euros brut comme le revendique la CGT, représente un effort soutenable pour peu que l'on desserre cette contrainte financière, que l'on «libère ainsi des marges», en particulier pour les petites et moyennes entreprises, fait valoir Nasser Mansouri-Guilani. Différents leviers peuvent, dès maintenant, être actionnés pour agir en ce sens. Celui du crédit, en créant [...] un pôle financier public, avec la mission de faciliter le financement des PME, qui se heurtent à des taux d'intérêt élevés dans les banques. Celui de la fiscalité, aujourd'hui très défavorable aux petites entreprises. [...] Dernier levier : le pactole des aides publiques aux entreprises, exonérations de cotisations sociales notamment, qui devrait être «conditionnées au respect de normes», tel le salaire minimum, actuellement bafoué dans nombre de branches professionnelles. Autant de moyens de réorienter les

ressources pour répondre aux exigences salariales et, ainsi, créer les conditions d'une relance de l'activité.

La question d'une revalorisation salariale n'est pas posée pour les seuls smicards. Alors que la moitié des salariés perçoivent moins de 1650 euros par mois, un coup de pouce significatif pour le salaire minimum devrait inciter à enclencher une dynamique d'évolution

Source : Yves Housson, Une vraie hausse du Smic serait à la portée des entreprises, L'Humanité, 26 Juin 2012

pour les échelons supérieurs des grilles de rémunération. C'est nécessaire pour développer l'emploi qualifié. Un processus général de négociation devrait être engagé pour cela. L'État pourrait le favoriser en conditionnant l'octroi de certaines aides publiques à l'ouverture de ces discussions.

Document 3 - Les « coups de pouce » au Smic sont dangereux pour les entreprises, l'emploi et les finances publiques

Pour les entreprises

Les grandes entreprises sont très peu concernées par les bas salaires : seulement environ 4% de salariés sont payés au Smic. En revanche il existe un véritable problème pour les entreprises petites et moyennes, surtout pour les TPE, dont 30% des salariés sont au Smic. Or, si l'on prend comme hypothèse un coup de pouce de 3%, les conséquences sont loin d'être négligeables pour ces petites entreprises.

Avec un Smic horaire brut à 9,22 €, et un coût du travail de 10,69 €, le coup de pouce de 3% correspond à une augmentation du coût du travail de 0,32 € de l'heure par salarié (ce coût passe à 11,01 €), soit plus de 48 euros par mois. Si 30% des salariés sont au Smic, le coût du travail augmente de 0,9% au niveau de l'entreprise. Compte tenu des marges très faibles des TPE en général, ceci n'est pas du tout négligeable. Rappelons ce qu'indiquait l'INSEE le 28 mars dernier à propos du taux de marge des sociétés non financières (SNF) françaises en 2011 : « En moyenne sur l'année, l'accélération de la valeur ajoutée a été compensée par le dynamisme des rémunérations et des autres impôts sur la production. Au total l'EBE augmente peu, bien moins que la valeur ajoutée, si bien que le taux de marge des SNF baisse, à 29,1 % en 2011 après 30,1 % en 2010, atteignant son plus bas niveau depuis 1985 ». Ces chiffres concernent la totalité des SNF, et les résultats des petites entreprises sont bien inférieurs, bien que le chiffre officiel fasse défaut. Il est évident dans ces circonstances que prélever encore 0,9% sur l'EBE n'est pas sans conséquence pour l'investissement des entreprises.

Pour l'emploi

Une augmentation de 3% du Smic équivaut à la rémunération d'un salarié pour 33 salariés. En reprenant l'exemple des TPE avec 30%

de leurs salariés au Smic la tentation sera forte pour elles de limiter leurs embauches, en particulier pour les jeunes et les personnes sans qualification. Une augmentation de 10% du Smic détruirait ainsi 290.000 emplois selon une étude datant de l'année 2000 mais toujours considérée comme valable. Selon la Direction du Travail, une augmentation du Smic de 1% entraînerait à moyen terme la disparition de 4.000 à 20.000 emplois.

Pour les finances publiques

Les allègements généraux de charges patronales sur les bas salaires, qui ont commencé en 1993 et se sont accrus avec les 35 heures, coûtent actuellement une trentaine de milliards d'euros à l'État. Rappelons qu'au niveau du Smic ces allègements concernent entre 26% et 28% des cotisations patronales et qu'ils décroissent jusqu'à disparaître au niveau de 1,6 Smic. Toute augmentation du Smic accroît mécaniquement le montant des allègements et corrélativement leur prise en charge par l'État, qui rembourse la Sécurité sociale. A cela il faut ajouter les coûts entraînés par les augmentations de salaires dans les 5,7 millions d'emplois publics. Selon un rapport de l'Inspection Générale des Finances de 2010, une hausse du Smic comprenant un coup de pouce de 1% coûterait 800 millions, ou 1,4 milliard d'euros pour un coup de pouce de 1,5%. Quant à la hausse de la masse salariale publique, elle coûterait 300 millions pour un coup de pouce de 1%. Combien coûterait au total une hausse de 3% ? Le chiffre n'est pas connu, mais il ne serait pas surprenant que ce coût dépasse largement les 3 milliards par an. Nos propres calculs montrent que pour le secteur public lui-même, celui-ci pourrait représenter près de 948 millions d'€.

Source : Bertrand Nouel, Smic : non à la politique du « coup de pouce », lfrap.org , 1er juin 2012

Questions sur les docs 1 à 3

- 1- Vérifiez, en calculant l'évolution en % du SMIC horaire brut en juillet 2012, la hausse annoncée du SMIC à cette date. (Document 1)
- 2- La revalorisation de 2012 est-elle plus forte que celle des années précédentes ? Justifiez votre réponse par des calculs appropriés. (Document 1)
- 3- Relevez dans les documents 2 et 3 quelles sont les sources des statistiques mises avant par chacun des auteurs. Comparez le degré de fiabilité de ces sources. Lorsque vous le pouvez, vérifiez les données avancées par les auteurs grâce au document 1 de cette activité, et au document 1 de l'activité 4.
- 4- Comparez le registre lexical utilisé par les auteurs des documents 2 et 3, en relevant ce qui relève davantage du passif que du rationnel (surlignez dans le texte).
- 5- Complétez le tableau suivant.

	YVES HOUSSON	BERTRAND NOUEL
Thèse défendue		
Arguments / contrarguments basés sur des données statistiques		
Arguments / contrarguments basés sur des raisonnements économiques		

Synthèse - Qui crée des richesses et comment les mesurer ?

1. Qui crée des richesses ?

a - Qu'est-ce que produire ?

La production est une activité socialement organisée de création de biens ou services.

Les biens sont des objets physiques, qui sont donc stockables (comme un ordinateur, une baguette de pain, une voiture ou une machine-outils). De ce fait, ils peuvent être consommés postérieurement au moment de leur production, contrairement aux services. En effet, les services se caractérisent essentiellement par la mise à disposition d'une capacité technique ou intellectuelle (transport, soins de santé, coiffure...). Il sont donc non stockables, et leur consommation est simultanée à leur production.

La production peut être marchande lorsque les produits sont écoulés ou destinés à être écoulés sur un marché, à un prix économiquement significatif (c'est-à-dire, par convention, à un prix couvrant plus de la moitié des coûts de production). Mais la production peut aussi être non marchande lorsque les produits ne sont pas vendus sur un marché ou qu'ils sont vendus à un prix économiquement non significatif (c'est-à-dire à un prix inférieur à la moitié de leur coût de production).

b - Qui sont les acteurs à l'origine de la production ?

Les organisations productives sont très diverses, et peuvent notamment être distinguées selon le type de production qu'elles réalisent (marchande ou non marchande), leur objectif principal (lucratif ou non lucratif), ou leur statut juridique (public ou privé).

Les organisations réalisant une production marchande sont appelées entreprises. Si la plupart des entreprises ont un objectif lucratif (c'est-à-dire ont comme objectif principal la recherche du profit), d'autres peuvent avoir un objectif non lucratif. C'est par exemple le cas des mutuelles (comme les mutuelles d'assurance), des coopératives, ou de certaines associations qui réalisent une production marchande. Il ne faut donc pas confondre production marchande et objectif lucratif. La grande majorité des entreprises sont des entreprises privées, par opposition aux entreprises publiques qui sont des entreprises majoritairement contrôlées par l'Etat.

La production non marchande (qui par définition a un objectif non lucratif) est pour une part importante le fait d'organisations publiques, dénommées administrations publiques (comme l'Education Nationale ou la Sécurité Sociale) et qui sont financées par les impôts et cotisations sociales. Mais elle peut également provenir d'organisations privées, comme certaines associations, telles les Restos du Coeur.

Ne pas confondre Administrations Publiques et Entreprises Publiques En effet, alors que les Administrations Publiques réalisent une production non marchande (et sont financées par les prélèvements obligatoires), les entreprises publiques réalisent une production marchande (leurs ressources principales proviennent donc du produit de leurs ventes).

Le Tiers secteur ou Economie sociale et solidaire : une myriade de petites unités, quelques grosses entreprises
Entre secteurs privé et public, l'économie sociale regroupe coopératives, mutuelles, associations et fondations, qui emploient 9,9 % de l'ensemble des salariés en 2008. Ces entreprises ont en commun quelques grands principes comme la gestion démocratique, qui attribue une voix à chaque personne et non pas à chaque action, la recherche d'un projet collectif ou encore le refus d'une appropriation individuelle des excédents (encadré 1). L'économie sociale est constituée d'une myriade de petites unités mais aussi de quelques grosses entreprises dont l'effectif dépasse les 5 000 salariés tous établissements confondus : Caisse d'Épargne d'Île-de-France, Macif, Maif, Croix-rouge française, Association des paralysés de France ou Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afp). Leur domaine d'action ne se limite pas à un strict périmètre juridique, car certains acteurs l'ont peu à peu étendu hors du « tiers secteur » par la création ou la prise de contrôle d'entreprises.

Telle que présentée ici, l'activité de l'économie sociale n'intègre pas le travail gratuit effectué au sein des associations, qui comptent 16 millions d'adhérents en 2008. Elle ne comptabilise pas non plus les emplois de moins de 30 jours ou de moins de 120 heures sur l'année.

L'économie sociale agit en priorité dans le tertiaire, de l'action sociale autour des personnes âgées ou handicapées à l'enseignement, l'hospitalisation, la banque et les assurances. Mais elle est présente également dans l'agroalimentaire, le commerce de gros et une partie du bâtiment. Autant de caractéristiques qui renvoient à son histoire et à des secteurs peu investis par les concurrents privés et publics. Particulièrement développée en zone rurale, l'économie sociale est également bien implantée dans certaines villes.

Source : « Le « tiers secteur », un acteur économique important », Insee Première N°1342 - mars 2011
http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1342

2. Le PIB et ses limites

Ce que le PIB mesure bien	La production de biens & services issus d'un travail rémunéré
	La production marchande
Ce que le PIB mesure mal	La production non marchande
	L'économie souterraine
Ce que le PIB ne mesure pas	Le travail domestique et le bénévolat
	Le bien-être et le bonheur (temps libre, chômage, insécurité, lien social, épanouissement...)
	Soutenabilité de la croissance

3. Quel partage des richesses produites ?

a. Qui sont les bénéficiaires du partage de la valeur ajoutée?

L'activité de production est à l'origine de la distribution de revenus appelés revenus primaires. La valeur ajoutée permet ainsi de distribuer des salaires aux salariés, des cotisations sociales à la sécurité sociale, des impôts à l'Etat, des intérêts aux créanciers, des dividendes aux actionnaires... c'est-à-dire à tous ceux qui ont participé plus ou moins directement à la production. Les revenus primaires perçus par les ménages peuvent être classés en trois catégories:

- les revenus du travail : principalement les salaires et traitements

- les revenus du capital (ou revenus de la propriété) : loyers perçus par les propriétaires d'un bien immobilier, intérêts sur produits d'épargne, dividendes perçus par les actionnaires
- les revenus mixtes, qui rémunèrent simultanément le travail et le capital des entrepreneurs individuels, considérés comme des ménages : bénéficiaires agricoles ou commerciaux, honoraires des médecins ou avocats, droits d'auteurs d'un écrivain...

Ces revenus primaires font cependant l'objet d'une redistribution de la part des pouvoirs publics. Le revenu disponible brut des ménages (celui dont ils disposent pour consommer), correspond ainsi à ce qu'il reste du revenu primaire lorsqu'on lui retranche les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) et qu'on lui ajoute les revenus de transferts (prestations sociales comme les pensions de retraites, les remboursements de dépenses de santé, les allocations chômage, les allocations logement et familiales notamment)

b. Salaires / Profits : quelle évolution du partage des richesses au niveau national ?

Les évolutions sur longue période du partage des richesses au niveau national entre salaires et profits font l'objet de débats, notamment selon le champ d'analyse retenu (s'intéresse-t-on aux seules sociétés non financières ou à l'ensemble des unités de production ?). Dans le cas de la France, pour les seules Sociétés Non Financières, les données de l'INSEE font apparaître qu'après s'être accrue fortement de la moitié des années 1970 au début des années 1980, la part des salaires dans la Valeur ajoutée a décliné jusqu'à la fin des années 1980 à un niveau inférieur à celui des années 1960, pour atteindre un niveau qui semble aujourd'hui stable depuis plus de 20 ans. Ainsi, la part des revenus du travail (salaires et cotisations sociales) dans la valeur ajoutée totale (c'est-à-dire le PIB) a perdu entre le niveau moyen des années 60-70 et la fin des années 1980 environ 4 points de PIB. Depuis 1989, le partage de la valeur ajoutée est considéré comme stable. Au final, le partage de la valeur ajoutée apparaît influencé par de nombreux facteurs économiques, sociaux et institutionnels : ouverture internationale des économies, degré d'interventionnisme politique, degré de conflictualité dans les organisations productives... Le partage des richesses résulte donc de multiples facteurs économiques et rapports sociaux.

c. Les enjeux du partage de la valeur ajoutée

Comme l'a montré l'exemple de la dernière hausse du SMIC, la question du partage de la valeur ajoutée soulève des enjeux forts. Fallait-il augmenter le salaire minimum au delà de la revalorisation automatique ? La réponse à la question ne va pas de soi car une croissance soutenable suppose à la fois une rémunération suffisante du travail pour soutenir la consommation, et une rémunération suffisante du capital pour soutenir l'investissement. Au delà de ces considérations, le partage de la valeur ajoutée soulève également des questions de justice sociale porteuses, elles aussi, de multiples débats.